

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 02/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BABCOCK WANSON**

Boulevard Alfred Parent  
B.P. N 52  
47600 Nérac

Références : OD/Ubd24-47/2026/062  
Code AIOT : 0005202231

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement BABCOCK WANSON implanté 7 BOULEVARD ALFRED PARENT 47600 Nerac. L'inspection a été annoncée le 11/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est réalisée dans un contexte d'un nouveau projet d'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BABCOCK WANSON
- 7 BOULEVARD ALFRED PARENT 47600 Nerac
- Code AIOT : 0005202231

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Babcock Wanson est une entreprise spécialisée dans le domaine des chaufferies industrielles : chaudières industrielles, brûleurs industriels, traitement des composants organiques volatiles (COV), traitement de l'eau, chauffage des procédés et locaux pour tous les secteurs industriels. Babcock Wanson est présent en France, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie, au Portugal et en Pologne et génère un chiffre d'affaires annuel d'environ 90 millions d'euros. L'activité du site de Nérac est principalement dédiée à la fabrication de chaudières et de générateurs de vapeur.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a abordé avec l'exploitant l'implantation du nouveau site de Babcock Wanson sur la Zone Agrinove à Nérac. La déclaration initiale des activités de ce nouveau site au titre des ICPE incluait entre autres une activité entrepôt (rubrique 1510) à déclaration.

Dans la déclaration de changement d'exploitant en 2026 cette activité n'a pas été reprise. Il y aurait eu lieu d'effectuer une modification d'installation.

Considérant que le projet n'a pas débuté, et sur la confirmation de l'exploitant, l'inspection a abrogé le récépissé de déclaration de 2024 pour le remplacer par celui de 2026 où seulement 2 activités seront réalisées sur le site de la Zone Agrinove au titre des ICPE : les 2560 et 2940 à déclaration avec contrôles périodiques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	classement nomenclature des installations classées	Décret du 02/02/2026, article édition V57	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	contrôles périodiques	Autre du 12/07/2024, article rapvi	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	régime de classement ICPE	Autre du 11/07/2024, article Rapport d'inspection	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des compléments sont attendus de l'exploitant sur des conformités administratives.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : classement nomenclature des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 02/02/2026, article édition V57
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques à déclarations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Classement et régimes d'activités du site.
<b>Constats :</b>  Suite aux modifications de nomenclatures et régimes depuis l'AP de 1995 de gestion du site, les rapports d'inspection de 2011, 2018 et 2024 relevaient des actualisations à réaliser sur les rubriques à maintenir sur le site. Dans un courrier du 19/07/2024, l'exploitant s'est positionné sur le maintien sur son site des activités classées aux rubriques ICPE suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 4719 pour du stockage d'Acétylène à une quantité de 395 kg en bouteilles ; régime de la déclaration jusqu'à 1 tonnes.</li><li>- 4718-2 pour du dépôt de gaz liquéfié de catégorie 1 et 2 à une quantité de 13 tonnes (2x1,5T de propane et 10T de Flamal) ; régime de la déclaration avec contrôle périodique jusqu'à 50 tonnes.</li><li>- 4725-1 pour du dépôt d'oxygène à une quantité de 3.6T ; régime de la déclaration jusqu'à 200 tonnes.</li><li>- 2940-2-b) pour application à froid de peintures à une quantité de 10 kg/jr ; régime de la déclaration avec contrôle périodique jusqu'à 100kg/jr.</li><li>- 2560-2 pour le travail mécanique des métaux et alliages avec une puissance des machines fixes de 400 kW ; régime de la déclaration avec contrôle périodique jusqu'à 1000 kW.</li></ul> Les stockages de Fuel et FOD déclarés en 95 puis non classés par modification des seuils de rubriques ont été supprimés en 2019. L'exploitant indique par ailleurs avoir fait réaliser un diagnostic environnemental autour de ces activités ayant conduit à un plan de gestion et des travaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  1/ L'exploitant fournira à l'inspection l'ensemble des documents relatifs au diagnostic environnemental conduit sur le site (de l'étude historique jusqu'à la conclusion après la phase travaux) suite à la suppression des cuves de stockages. 2/ L'exploitant devra se positionner pour la rubrique de stockage des peintures et solvants (4330 ?) dont la quantité évaluée serait supérieure à 1 tonnes, comme demandé sur le rapport d'inspection de juillet 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : régime de classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 11/07/2024, article Rapport d'inspection
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, régime de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"L'exploitant communiquera son choix de bénéficier ou pas des règles de la procédure de la déclaration."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a confirmé par courrier du 19 juillet 2024 son choix de bénéficier des règles de procédures pour les activités de son site soumises à déclaration.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'activité 2560-2 pour le travail mécanique des métaux et alliages soumise au régime de la déclaration nécessitera conformément au R512-66-3, lors de sa mise à l'arrêt, de fournir l'attestation prévue à l'article L. 512-12 par un bureau d'étude certifiée dans le domaine des site et sols pollués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : contrôles périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/07/2024, article rapvi
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>"L'exploitant fait réaliser sans délai par un organisme agréé les contrôles"</i>
<b>Constats :</b>  Dans son courrier du 19/07/2024 l'exploitant demandait un délai supplémentaire jusqu'à fin 2024 pour réaliser ses contrôles périodiques. Ces rapports de contrôles n'ont pas été évoqués en inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les rapports de contrôles concernant les contrôles périodique des activités 2560, 2940, 4718 devront être fournis à l'inspection, complétés éventuellement du rapport de contrôle de l'activité 4330 si le site y est soumis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois